



## **REVUE DE PRESSE N°028 DU JEUDI 06 FÉVRIER 2025**

**La situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC, reste toujours d'actualité. Les journaux parus ce jeudi sont revenus sur différents titres en rapport avec l'actualité.**

Ouvrons la page avec **INFOS377** qui titre à sa Une : « **Réunion extraordinaire de l'Assemblée Parlementaire Afrique-UE Agression rwandaise : Thérèse Kayikwamba dénonce la violence inouïe des RDF/M23** ». Dans le cadre de la crise sécuritaire qui sévit dans l'Est de la RDC, la ministre congolaise en charge des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner, est intervenue, mercredi 5 février, lors de la réunion extraordinaire de l'Assemblée Parlementaire Afrique-Union européenne, à Bruxelles. Dans son exposé, indique ce tabloïd, elle a mis en exergue la violence inouïe dont les populations civiles ont été victime de la part de la coalition des RDF et du mouvement terroriste de M23/AFC dans la nuit du 26 au 27 janvier 2025, au chef-lieu du Nord-Kivu. Pour la cheffe de la diplomatie congolaise, cette offensive n'a pas seulement visé à prendre le contrôle de la ville, elle a systématiquement détruit les infrastructures vitales, plongeant la ville dans un black-out total.

Dans un plaidoyer sans concessions, note **MONDIALE**, Thérèse Kayikwamba Wagner a mis en cause l'Union européenne et d'autres puissances alliées pour leur manque de réaction face aux exactions commises. "Kigali n'a toujours pas été sanctionné par ses alliés les plus puissants. Cela prouve que notre souffrance n'a ni ému les cœurs, ni éveillé les consciences des décideurs", a-t-elle dénoncé avec indignation. Selon la ministre, poursuit ce quotidien, le conflit provoqué par le M23, soutenu par le Rwanda, ne se limite pas à une question territoriale : il s'agit d'une guerre économique orchestrée pour piller les ressources naturelles congolaises.

Dans une autre page, **MONDIALE** rapporte que la justice militaire congolaise a émis, hier mercredi 5 février, des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de Corneille Nangaa, leader du mouvement terroriste AFC, ainsi que de Jean-Jacques Mamba, en exil en Belgique. Tous deux sont accusés de crimes de guerre, tortures et violences contre des civils. Selon un document signé par l'avocat général militaire près la Cour militaire de Kinshasa/Gombe, Corneille Nangaa a créé et dirigé un mouvement armé en lien avec l'entreprise criminelle du M23, responsable de massacres au Nord-Kivu.

**Le Phare** de son côté écrit en manchette : « **Vital Kamerhe dénonce la politique de deux poids deux mesures face au drame congolais** ». Selon ce quotidien, le président de l'organe délibérant regrette que la RDC continue de faire face à une guerre injuste qui impose aux innocentes populations des atrocités d'une barbarie inclassable, mettant entre parenthèses toute expression d'humanité, au profit d'intérêts obscurs de ceux qui ont délibérément choisi de s'ériger contre la paix, contre le progrès et contre l'impératif de solidarité et de fraternité africaines.

Sur la même page, **LE JOURNAL** revient en indiquant que le président de l'AN qui estime cohérent de faire suivre les condamnations par des sanctions à la hauteur des crimes décriés pour apporter la preuve de la sincérité vis-à-vis de la RDC et de son peuple. A la tribune de l'Assemblée nationale, rapporte ce portail, Vital Kamerhe précise que cette session extraordinaire n'aura que deux points à l'ordre du jour, parmi lesquels l'élaboration des stratégies politiques et diplomatiques contre la guerre dans l'Est du pays.

**La Référence** pour sa part rapporte que face à l'invasion, au carnage de l'armée rwandaise à Goma, au silence complice de la communauté internationale, Denis Mukwege formule trois recommandations". Selon ce quotidien, le Prix Nobel de la Paix 2018 estime qu'il y a urgence de couper l'aide militaire et financière au Rwanda et de lui imposer des sanctions économiques, afin de mettre fin à l'agression de son pays car. Aussi, le Dr Denis Mukwege condamne " fermement cette nouvelle attaque du Rwanda-M23 à Goma mais aussi le silence complice et l'inaction de la communauté internationale face aux graves violations des droits de l'homme et des droits humanitaires commis en RDC. Le Dr Denis Mukwege appelle les Congolais à l'unité autour de la paix à travers des initiatives de la CENCO et de l'ECC et d'une Conférence internationale sur la paix.

Enfin, **Le Phare** informe que le professeur **Désiré Cashmir Eberande Kolongele est nommé conseiller spécial du Chef de l'État Félix Tshisekedi en matière de sécurité**. Sa nomination a été annoncée ce mercredi 5 février 2025 sur la chaîne nationale. Avec cette nomination, cet élu de la circonscription de Bulungu (Kwilu) va piloter le Conseil national de sécurité (CNS). À ce poste, il succède à un autre professeur et juriste, Jean-Louis Esambo Kangashe, qui occupait ce poste depuis août 2023, succédant à François Beya Kasonga. Bien avant cette nomination, Désiré Cashmir Eberande Kolongele siégeait à l'Assemblée nationale comme député national après son départ du gouvernement dirigé par Jean-Michel Sama Lukonde.

